

UNION DE CAISSES-CENTRE DE MEDECINE PREVENTIVE (UC-CMP)
2, rue du Doyen Jacques Parisot
54500 Vandœuvre-lès-Nancy
Tél. : 03.83.44.87.50

APPEL D'OFFRES 01-2025

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Objet de la consultation :

**Marché d'exploitation des installations thermiques et de climatisation du siège
du Centre de Médecine Préventive**

Date et heure limites de réception des offres

Vendredi 28 février 2025 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 - FORME DU MARCHÉ	4
2.1 Prestations P1	4
2.1.1 Marché Température MT	4
3.1.2 Marché Compteurs MC	6
3.1.3 Combustible Prestations CP	6
3.1.4 Marché PF	6
2.2 Prestations P2	6
2.3 Prestations P3	7
ARTICLE 3 - REVISION DES PRIX	7
3.1 Révision de la redevance P1 MT – Gaz naturel	7
3.2 Révision de la redevance P2	9
3.3 Révision des redevances P3	9
3.4 Révision des redevances P3R	9
3.5 Gestion du compte P3	9
ARTICLE 4 – EXECUTION DES PRESTATIONS	10
4.1 Délimitation des périodes de chauffe	10
4.2 Personnel du Titulaire et qualifications	10
4.3 Respect de la réglementation	12
4.3.1 Suivi de la réglementation	12
4.3.2 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité du travail	12
ARTICLE 5 – CONTROLE DE LA BONNE EXÉCUTION DE LA PRESTATIONS	12
5.1 Carnet de chaufferie – carnet d'installation technique	12
5.2 Carnet sanitaire	12
5.3 Réunion de suivi d'exploitation	12
5.4 Contrôle par un organisme tiers	13
ARTICLE 6 – NON CONFORMITE DES PRESTATIONS	13
6.1 Prestations non conformes pour retard ou interruption	13
6.1.1 Chauffage des locaux	13
6.1.2 Eau Chaude Sanitaire	13
6.1.3 Traitement d'eau	14
6.2 Prestations non conformes pour insuffisance ou excès	14
6.2.1 Chauffage des locaux	14
6.2.2 Eau Chaude Sanitaire	14
6.3 Prestations non conformes pour défaut de traçabilité ou non-exécution de prestations	14
6.4 Exécution aux frais et risques du Titulaire – Résiliation du Marché	14
6.5 Constatation des non-conformités et mise en œuvre des pénalités	15
6.6 Pénalités applicables	15
ARTICLE 7 – FACTURATION	16
7.1 Redevances P1 Combustible – MT gaz	16
7.2 Redevances P1 Combustible – MC	16
7.3 Redevances P1 Combustible – CP	16
7.4 Redevances P2 Entretien et maintenance	16
7.5 Redevances P3 Garantie Totale	17
7.6 Contenu de la facturation	17



ARTICLE 8 - DESIGNATION DES REFERENTS DU MARCHE	17
ARTICLE 9 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	18
ARTICLE 10 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE TITULAIRE DU MARCHÉ	19
ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANTS	20
ARTICLE 12 - MODALITES DE REGLEMENT	21
12.1 Facturation	Erreur ! Signet non défini.
12.2 Paiement	21
12.3 Avance	21
ARTICLE 13 - PENALITES ET SANCTIONS	21
ARTICLE 14 – RESTITUTION DES INSTALLATIONS	22
ARTICLE 15 – MODIFICATION DU MARCHE	22
ARTICLE 16 - SUIVI DE LA RÉGLEMENTATION	22
ARTICLE 17 - CHARTE DE RELATIONS RESPONSABLE ET DURABLE CLIENT / PRESTATAIRE EXTERNE	23
ARTICLE 18 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITE	23
ARTICLE 19 - RÉSILIATION DU MARCHÉ	23
ARTICLE 20 - RESPONSABILITE ET ASSURANCE	23
20.1 Responsabilité	23
20.2 Assurance	24
ARTICLE 21 - LITIGES	24
ARTICLE 22 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	24

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet de faire exécuter par le titulaire l'exploitation des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation, pour le compte de l'UC-CMP située 2 rue du Doyen Jacques Parisot - 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Le marché comprend les prestations suivantes :

- P1 Fourniture de combustible nécessaire au chauffage
Forme du marché :
 - MT – Marché Température
 - CP – Combustible Prestation
- P2 Entretien, maintenance, conduite des installations de génie climatique
- P3 Gros entretien et renouvellement des matériels

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 2 - FORME DU MARCHE

La présente consultation est passée selon une procédure d'appel d'offres en application de l'article L2123-1 du code de la commande publique et à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018.

Le marché est soumis à la réglementation applicable aux marchés des organismes de sécurité sociale, soit à ce jour les dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité Sociale.

Les fournitures, prestations et services visés au présent marché seront chiffrés sur les bases des renseignements fournis au présent marché (CCTP et ses annexes).

2.1 Prestations P1

2.1.1 Marché Température MT

Pour chaque période contractuelle de chauffage, la consommation de combustible nécessaire au chauffage des locaux est réglée à prix forfaitaire P1, corrigé en fonction des conditions climatiques.

- Au titre des marchés de type MT on désigne par :
 - x : base contractuelle de calcul des degrés jours base **18°C**
 - NDJx contractuel : nombre de Degrés jours de base x, soit **2 915 DJU du 1^{er} septembre au 30 juin**

- NB : la quantité d'énergie théoriquement nécessaire pour assurer les besoins en chauffage et en réchauffage d'air dans les conditions climatiques moyennes définies par le N DJx contractuel
- o Le prix P1 contractuel est corrigé en fonction des conditions climatiques réelles définies par le nombre de degrés jours constatés pour la durée effective de chauffage, à la station météorologique de référence citée au paragraphe ci-dessus.

Le prix corrigé P'1 est tel que :

$$P'1 = P1 \text{ contractuel } (N_{DJx} \text{ constaté} / N_{DJx} \text{ contractuel})$$

dans laquelle "NDJx constaté" est le nombre de degrés jours de base **18°C**, constaté pour la durée effective de chauffage à la station météorologique contractuelle (Station de **NANCY**)

- o **Précision sur les données météorologiques :**
Données COSTIC Météoclim

Station Météo France de NANCY NDJx contractuel : 2 915

- o En dérogation au Guide du GEM/CC, si, **y compris pour la première saison**, la quantité effective NC est inférieure de plus de 10% (10 pour 100) de la quantité théorique N'B pendant deux saisons successives ou de plus de 15% (15 pour 100) au cours d'une seule saison, le Maître d'Ouvrage modifiera le NB et donc **les termes « E + TVD + TICGN + CEE + FGex » de la redevance MT** du site concerné à la baisse (partage de la moitié du gain). En cas de désaccord du TITULAIRE, le marché pourra être résilié de plein droit sans indemnité.
- o Inversement, si la quantité effective NC est supérieure de plus de 10% (10 pour 100) de la quantité théorique N'B pendant deux saisons successives ou de plus de 15% (15 pour 100) au cours d'une seule saison, la révision du contrat pourra être demandée par le TITULAIRE si celui-ci démontre que l'ensemble des prestations de maintenance, d'entretien et de suivi des installations en vue de réduire les consommations énergétiques a bien été réalisé (suivi des régulations, équilibrage des réseaux, désembouage, contrôle des températures ambiantes, optimisation du réchauffage de l'air neuf ...). En cas de désaccord persistant, le marché pourra être résilié de plein droit sans indemnité.
- o De plus, les modifications de planning d'occupation des sites à occupation intermittente, sites également en MT, ne pourront faire l'objet d'une demande d'augmentation du NB si le temps d'occupation ne varie pas de plus de 10 % par rapport à la saison précédente. Le Titulaire devra, en début de marché, déterminer les plannings d'occupation de base par sondage auprès des utilisateurs de chaque site et devra optimiser ces périodes d'occupation de façon à optimiser les réduits de température et atteindre les objectifs de consommations.
- o Ces analyses de consommations et modifications de NB s'entendent site par site et non au global.
Ces modifications éventuelles seraient actées par avenant.
- o En cas de modification de la température contractuelle, qui doit être notifiée par ordre de service, le nouveau prix global qui se substitue à P1 est déterminé par la formule :

$$P'1 = P1 (1 + nd / N_{DJX})$$

Où n est le nombre de jours de la période contractuelle de chauffage
 d est la variation de la température intérieure contractuelle

Si la modification intervient en cours de période de chauffage, l'ajustement se fera prorata temporis.

- Dans le cas où des travaux sur le bâti seraient engagés par le Maître d'Ouvrage, le NB et donc la redevance P1 seront revus à la baisse sur la base d'un calcul réalisé par son conseil, un avenant sera alors contractualisé.

3.1.2 Marché Compteurs MC

Sans objet

3.1.3 Combustible Prestations CP

La fourniture de combustible est réglée à prix unitaire c exprimé en € par unité de mesure de combustible livré (litre de fuel ou KWh gaz), frais de gestion en sus.

Le TITULAIRE aura la responsabilité complète de l'approvisionnement et de la gestion du combustible.

3.1.4 Marché PF

Sans objet

2.2 Prestations P2

Montants forfaitaires quels que soient le nombre d'interventions, la quantité de prestations, la durée de fonctionnement des installations et quel que soient les consommations.

Ces montants intègrent également l'ensemble des ingrédients nécessaires au fonctionnement des installations, des prestations complémentaires d'analyses et de contrôles, ainsi que les prestations sous traitées.

Les prestations sont détaillées dans le CCTP et dans l'annexe 2 au CCTP « Nomenclature et fréquence des opérations de maintenance » ; ce document est une trame utile au dimensionnement des redevances P2 mais il n'est pas exhaustif et il pourra être adapté sans que la fréquence des opérations en soit restreinte et sans incidences financières sur les redevances P2.

Les montants des redevances des prestations P2 sont à détailler dans le mémoire technique suivant plusieurs thèmes (préventif curatif et conduite, analyses, contrôles, prestations sous traitées, GMAO, traçabilité,).

En dérogation à l'article 7.2.3. du Guide du GEM/CC, il ne sera pas accordé de majoration pour arrêts et mises en route de chauffage.

2.3 Prestations P3

Montant forfaitaire avec indication des prix unitaires de main d'œuvre et du coefficient applicable à la facturation des fournitures ou du coefficient applicable aux prestations sous traitées.

Les montants des redevances des prestations P3 sont à détailler dans le mémoire technique suivant plusieurs thèmes (MRE Maintien et Remise en Etat, Gros travaux d'entretien...).

ARTICLE 3 - REVISION DES PRIX

3.1 Révision de la redevance P1 MT – Gaz naturel

Dans l'annexe 2 à l'Acte d'Engagement, il est demandé de décomposer les différents termes suivants :

- E Energie
- TVD Terme Variable Distribution
- TICGN Taxe Intérieure sur les Consommations de gaz Naturel
- CEE Taxe Certificat d'économie d'énergie
- FGex Frais de gestion d'exploitation
- TFD Terme fixe de distribution
- TFT Terme fixe de transport
- CTA Contribution Tarifaire d'Acheminement

Les termes fixes, CTA, TFD et TFT seront détaillés dans l'annexe 2 à l'AE. et seront facturés à l'euro l'euro par dixième (pas de factures en juillet et août).

Les termes E, TVD, TICGN, CEE, FGex, seront refacturés sur la base du NB' facturé quelque soient les consommations réelles.

La location-entretien du poste gaz ne sera pas intégrée dans la redevance P1 ; elle sera refacturée en sus.

Révision du Terme E - Energie :

Le terme E sera revu tous les ans en fonction des tarifs des marchés subséquents de l'accord cadre en cours.

Révision du Terme TVD*:

La révision du prix **TVD* (Terme Variable Distribution) en € HT/MWh PCS** s'effectue selon l'évolution du tarif GrDF au prorata temporis et suivant la formule suivante :

$$TVD^* = TVD^* (TVD / TVDo)$$

Avec :

TVDo prix du Terme variable de Distribution base marché - € HT/MWh PCS
TVD prix du Terme Variable de Distribution à la date de la facturation
au
prorata temporis - € HT/MWh PCS

Tarif de base TVD₀ : valeur période du 1^{er} au 31 décembre 2024 (à préciser dans l'annexe 2 à l'AE)

Révision du Terme TICGN :

La révision du prix **TICGN (Taxe Intérieure sur les Consommations de Gaz Naturel)** s'effectue selon l'évolution des décisions ministérielles au prorata temporis et suivant la formule suivante :

$$\text{TICGN}' = \text{TICGN} * (\text{TICGN} / \text{TICGN}_0)$$

Avec:

TICGN₀

prix de base en € HT/MWh PCS

TICGN

prix à la date de la facturation au prorata temporis

Tarif de base TICGN₀ : valeur 1^{er} janvier 2024 : 16.37 € HT/MWh PCS

Révision du Terme CEE (Certificat d'Economie d'Energie) :

La révision du prix **CEE (Certificat d'Economie d'Energie)** s'effectue selon l'évolution des décisions ministérielles au prorata temporis et suivant la formule suivante :

$$\text{CEE}' = \text{CEE} * (\text{CEE} / \text{CEE}_0)$$

Avec:

CEE₀

prix de base en € HT/MWh PCS

CEE

prix à la date de la facturation au prorata temporis

Tarif de base CEE₀ : valeur du 1^{er} au 31 décembre 2024 (à préciser dans l'annexe 2 à l'AE)

Révision des Termes fixes TFD, TFT et CTA :

Le dimensionnement des débits et quantité à souscrire sont du ressort du Titulaire du présent marché, les pénalités éventuelles facturées par le fournisseur d'énergie seront à la charge du Titulaire.

Les montants fixés à l'Annexe 2 de l'Acte d'Engagement seront contractuels, la révision se fera à chaque modification tarifaire imposée soit par des décisions ministérielles (CTA par exemple) soit par le gestionnaire des installations de stockage (Storengy) au 1^{er} avril de chaque année, soit par le gestionnaire de réseau proportionnellement à la modification suivant la formule suivante et pour chaque composante :

Terme/ Terme₀ :

Avec Terme₀ : montant de la composante (TFD, TFT et CTA) fixée à l'Annexe 2 à l'A.E. **(valeurs de base : décembre 2024)**

Avec Terme: montant de la composante (TFD, TFT et CTA) au prorata temporis à la date de facturation



3.2 Révision de la redevance P2

Sous réserve des dispositions légales ou réglementaires en vigueur et/ou qui pourraient être prises, ces redevances seront révisées en fonction des variations économiques connues et calculées conformément à la formule ci-dessous :

$$P2' = P2 \left(0,15 + 0,70 \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_0} + 0,15 \frac{FSD1}{FSD1_0} \right)$$

Avec :

- P2 : prix fixé à l'acte d'engagement
- P2' : prix forfaitaire révisé à la date de facturation
- ICHT-IME₀ :: valeur base contrat de l'indice du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques
- ICHT-IME :: valeur de l'indice à la date de facturation
- FSD1 : valeur base contrat de l'indice des frais et services divers publiés au B.O.C.C.
- FSD1₀ : valeur de l'indice à la date de facturation

Valeurs base contrat :

ICHT-IME = **140,3**

valeur juin 2024

FSD1 = **177,7**

valeur octobre 2024

3.3 Révision des redevances P3

Sous réserve des dispositions légales ou réglementaires en vigueur et/ou qui pourraient être prises, ces redevances seront révisées en fonction de variations économiques connues conformément à la formule ci-dessous :

$$P3' = P3 \left(0,15 + 0,85 \frac{BT40'}{BT40} \right)$$

Avec :

- P3' : prix forfaitaire révisé à la date de facturation
- P3 : prix fixé à l'acte d'engagement
- BT40 : indice national bâtiment " chauffage central et conditionnement d'air

Valeurs base contrat :

BT40 BT2010 = **128,0**

valeur septembre 2024

3.4 Révision des redevances P3R

Sans objet

3.5 Gestion du compte P3

Le coût horaire affecté aux travaux P3 et annoncé à l'acte d'engagement sera révisé une fois par an, au **1er septembre** de chaque saison, suivant l'évolution des redevances P2.

Les Coefficients sur fournitures et sous-traitance sont fixes durant toute la durée du marché.

ARTICLE 4 – EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Délimitation des périodes de chauffe

La date prévisionnelle de début de chaque période de chauffe est le 1er septembre et de fin de chauffe au 30 juin. Celles-ci seront fixées chaque année en fonction des conditions météorologiques.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de faire démarrer le chauffage des bâtiments et de faire arrêter avant ou après ces dates si nécessaire et sans incidences financières sur les redevances P2 et P3.

Il peut également demander d'arrêter et de mettre en route le chauffage de certains bâtiments durant les périodes d'inoccupation (vacances scolaires par exemple) autant de fois que nécessaire sans incidences financières sur les redevances P2 et P3.

Ces demandes seront faites officiellement par email (incidences sur les facturations des sites gérés en MT).

4.2 Personnel du Titulaire et qualifications

Les personnes désignées par le Titulaire au Maître d'Ouvrage sont seules autorisées à accéder aux installations. Ces personnes doivent pouvoir à tout moment justifier de leur appartenance à l'entreprise du Titulaire.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable de l'intervention est nommément désigné par le Titulaire.

Les prestations du marché sont exécutées sous la direction du Titulaire qui doit se conformer strictement aux prescriptions de l'établissement.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de vérifier la qualification du personnel mis en place par le Titulaire. Le non-respect des qualifications précisées dans le CCTP est un motif autorisant le Maître d'Ouvrage à demander le remplacement immédiat du personnel, voire en cas de non-respect prolongé ou renouvelé de cette disposition, de résilier le marché aux torts du Titulaire.

Le Titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

En application des dispositions de l'article 3.6.1 du CCAG FCS, le TITULAIRE peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du Maître d'Ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement pour chaque contrat de sous-traitance.

Le Titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Le Titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Désignation des sous-traitants au moment de l'offre :

Le candidat doit mentionner en Annexe à l'Acte d'Engagement l'intervention d'un ou plusieurs sous-traitants et doit préciser :

- la nature des prestations sous-traitées
- le nom, la raison sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé
- les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des primes, des pénalités
- le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant par le Maître d'Ouvrage ainsi que les modalités de règlement de ces sommes
- Une déclaration de l'entreprise sous-traitante indiquant qu'elle ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics
- Un dossier de candidature complet (DC1, DC2, attestations, certificats, attestation d'assurances ...)

La notification du marché comporte l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.

Désignation des sous-traitants en cours de marché :

En vue d'obtenir l'acceptation et l'agrément du sous-traitant, il remet contre récépissé au Maître d'Ouvrage ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration spéciale ou Acte spécial (formulaire DC4) mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées
- le nom, la raison sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé
- les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des primes, des pénalités
- le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant par le Maître d'Ouvrage ainsi que les modalités de règlement de ces sommes
- Une déclaration de l'entreprise sous-traitante indiquant qu'elle ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics
- Un dossier de candidature complet (DC1, DC2, attestations, certificats, attestation d'assurances ...)

Tout dossier incomplet se verra rejeté par le Maître d'Ouvrage. Cette disposition entraînera la suspension du délai d'agrément. Ce délai courra jusqu'à l'obtention des documents et attestations demandés étant entendu que l'intervention du sous-traitant sera strictement interdite jusqu'à notification au Titulaire par le Maître d'Ouvrage de son agrément (acceptation du sous-traitant, agrément des conditions de paiement).

La réception par le Titulaire d'une copie de la déclaration spéciale ou acte spécial de sous-traitance formalisera cet agrément ;

Le silence du Maître d'Ouvrage gardé pendant 21 jours à compter de la réception des documents vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

4.3 Respect de la réglementation

Les prestations réalisées dans le cadre du présent marché devront être conformes aux textes en vigueur à la date de publicité du présent Appel d'offre.

4.3.1 Suivi de la réglementation

Le Titulaire est réputé connaître et respecter l'ensemble des règles qui régissent l'exercice des prestations objet du marché ainsi que les règles de l'art qui guident sa profession.

Dans ce cadre, il assure une veille législative et réglementaire constante et informe le Maître d'Ouvrage de toute modification législative ou réglementaire ayant une incidence sur les prestations objets du présent marché et les conditions de leur exécution.

4.3.2 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité du travail

Les prestations et travaux seront réalisés conformément à la loi 93-1418 du 31-12-93 et son décret d'application du 26-12-94 en vigueur, et respecteront en particulier le Code du Travail en matière d'hygiène et de sécurité catégorie de niveau III.

Un plan de prévention sera établi en coordination avec le représentant du Maître d'Ouvrage dans les 3 mois à compter de la notification

Celui-ci sera remis à jour chaque année.

ARTICLE 5 – CONTROLE DE LA BONNE EXÉCUTION DE LA PRESTATIONS

5.1 Carnet de chaufferie – carnet d'installation technique

Le Titulaire doit fournir et tenir un carnet de chaufferies conformément à la réglementation (décret n° 74-415 du 13/05/74). Le report d'information des prestations réalisées doit être exhaustif (pas de libellé du type « visite de contrôle»). Chaque chaufferie et sous-stations dispose de son propre carnet, maintenu sur place.

Tout manquement à ces conditions sera considéré comme une faute, entraînant pour le Titulaire l'application de pénalités pour défaut d'exécution.

5.2 Carnet sanitaire

Le Titulaire doit fournir et tenir à jour un carnet sanitaire spécifique pour les installations de ventilation, et un carnet sanitaire spécifique concernant les prestations de prévention de la légionellose des installations de production d'ECS.

Tout manquement à ces conditions sera considéré comme une faute, entraînant pour le Titulaire l'application de pénalités pour défaut d'exécution.

5.3 Réunion de suivi d'exploitation

Chaque trimestre, le TITULAIRE participera à une réunion de suivi d'exploitation au cours de laquelle il devra produire les éléments suivants :

- Relevés mensuels de l'ensemble des compteurs des sites en MT et CP
- récapitulatif des principales interventions P2
- suivi des pannes et des réclamations
- rapports des différents contrôles prévus au marché
- synthèse des prestations préventives et curatives
- récapitulatif des dépenses P3
- prévisionnel des dépenses P3
- suivi des indicateurs mis en place pour l'atteinte des résultats
- suivi du plan de progrès proposé
- tableau de facturation détaillée.

Tout manquement à ces obligations sera considéré comme une faute, entraînant pour le Titulaire l'application de pénalités dans les conditions prévues dans le présent CCAP.

5.4 Contrôle par un organisme tiers

Au cours du présent marché, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de passer avec un prestataire de son choix (ex : société de conseil, spécialisée dans le domaine de l'utilisation de l'énergie) un contrat de surveillance ou de contrôle général de l'application des dispositions du présent marché.

Le Titulaire aura alors l'obligation de fournir gratuitement à ce prestataire tous les renseignements utiles, sur les plans technique, économique et administratif.

ARTICLE 6 – NON CONFORMITE DES PRESTATIONS

La non-conformité des prestations résulte d'un retard, d'une interruption, d'une insuffisance ou d'un excès de température des locaux ou de l'eau chaude sanitaire par le prestataire, mais également de défaut constaté dans la traçabilité des prestations ou de manquement dans les prestations de maintenance, d'entretien et de conduite des installations.

Conformément aux dispositions du CCAG Fournitures courantes et services, les pénalités pour non-conformité des prestations sont encourues **sans mise en demeure préalable**.

6.1 Prestations non conformes pour retard ou interruption

Les retards et interruptions sont sanctionnés par une pénalité.

Les pénalités appliquées sont déduites du prix versé au titulaire en exécution du marché.

6.1.1 Chauffage des locaux

La prestation est non conforme si, le chauffage des locaux est mis en route avec un retard de plus de six (6) heures, ou s'il est interrompu pendant plus de **deux (2) heures** consécutives alors qu'il aurait dû être fourni.

6.1.2 Eau Chaude Sanitaire

Sans objet

6.1.3 Traitement d'eau

La prestation est considérée comme non conforme, si l'installation de traitement d'eau est mise en route avec un retard de plus de 6 heures ou si elle est interrompue pendant plus de **(deux) 2 heures consécutives**, alors qu'elle aurait dû être assurée.

6.2 Prestations non conformes pour insuffisance ou excès

6.2.1 Chauffage des locaux

La fourniture de chaleur est considérée comme insuffisante ou excessive si la température intérieure diffère de la température contractuelle des valeurs définies ci-après :

- la température moyenne intérieure diffère de la température contractuelle de 2°C au moins, pendant une période continue de 24 heures
- la température moyenne intérieure diffère de la température contractuelle de 1°C au moins, pendant une période continue de 7 jours.

6.2.2 Eau Chaude Sanitaire

Sans objet

6.3 Prestations non conformes pour défaut de traçabilité ou non-exécution de prestations

En cas de défaut constaté dans la traçabilité des carnets chaufferie et sous stations, une pénalité par constat sera appliquée.

En cas de défaut constaté dans la traçabilité des carnets sanitaires des installations de conditionnement d'air-ventilation, une pénalité par constat sera appliquée.

En cas de non fourniture des différentes analyses d'eau contractuelles ou relevés et contrôles contractuels, définis au CCTP, une pénalité par analyse, relevé ou contrôle sera appliquée.

En cas de retard constaté sur la remise de documents techniques et/ou financiers (exemple : consommations, synthèse des dépenses P3, relevés de température ...) demandés par le Maître d'Ouvrage ou son représentant, ceci dans **un délai de 48 h** et demandé par compte-rendu, courrier simple mail, une pénalité sera appliquée. Elle est applicable pour chaque demande distincte de document ou de rapport.

Ces pénalités viendront en déduction des factures P2.

6.4 Exécution aux frais et risques du Titulaire – Résiliation du Marché

Dans le cas de prestations non conformes, le Maître d'Ouvrage peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre le Titulaire en demeure de remédier aux non-conformités constatées dans un délai (de quarante-huit heures) à compter de la réception de la lettre de mise en demeure.

Si, à l'expiration de ce délai, le Titulaire ne peut assurer la prestation contractuelle, le Maître d'Ouvrage peut y pourvoir aux frais et risques du Titulaire, conformément aux dispositions du CCAG Fournitures courants et services.

Les pénalités visées pour prestations non conformes continuent de s'appliquer pendant la période où le Maître d'Ouvrage assure cette fourniture à la place du Titulaire.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent sans préjudice de résiliation possible, conformément aux dispositions du CCAG précité.

6.5 Constatation des non-conformités et mise en œuvre des pénalités

Dès lors qu'une carence est constatée par le Maître d'Ouvrage, celui-ci peut en informer le Titulaire par tous les moyens faisant preuve de la carence constatée (courrier, email, fax...).

Les pénalités s'appliquent à la demande du Maître d'Ouvrage lorsque les non-conformités sont constatées, en dehors de retard, interruption, insuffisance ou excès du fait du Maître d'Ouvrage, et de cas de force majeure tels les périodes d'entretien annuel.

Si l'application des pénalités soulève des contestations de la part du Titulaire, il appartient à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies.

Les pénalités sont appliquées et sont déduites de la facturation suivant la date de la pénalité.

6.6 Pénalités applicables

- Retard de mise en route ou interruption du chauffage :
 - compris entre 12 et 24 heures : **200 € HT ;**
 - au-delà de 24 heures : **500 € HT par tranche de 24 h.**
- Interruption de fonctionnement d'une installation de climatisation :
 - compris entre 2 et 4 heures : **100 € HT ;**
 - au-delà de 4 heures : **200 € HT par tranche de 4 heures.**

Ces pénalités sont applicables pour chaque constat et pour chaque installation.

- Insuffisance ou excès de température ambiante
(écart de plus de 2°C entre température intérieure et température contractuelle, pendant 24 heures) :

200 € HT par tranche de 24 heures

Ces pénalités ne seront applicables automatiquement que si la température extérieure ne descend pas en dessous des conditions climatiques extérieures de base

Ces pénalités sont applicables pour chaque constat et pour chaque installation.

- Retard d'intervention pour dépannage à partir de l'appel ou de l'alarme :
 - compris entre 2 et 4 heures : **200 € HT**
 - au-delà de 4 heures : **300 € HT par tranche de 4 heures**
- Absence de visite périodique obligatoire à la charge du Titulaire, et/ou non-respect d'obligations réglementaires **200 € par infraction constatée**
- Cahier de chaufferie ou carnets sanitaires pas ou mal renseignés : **200 € par constat de carence**

- Retard sur la fourniture de documents demandés par le Maître d'Ouvrage ou son représentant :
250 € par constat de carence
- Non-respect des prestations décrites à l'article 8.8 « Personnel d'exploitation » du CCTP:
200 € par constat de carence
- Non fourniture des informations demandées dans les comptes rendus de suivi du marché d'exploitation dans les délais impartis :
200 € par constat de carence

Les pénalités sont plafonnées à 35 % du montant P2 global annuel.

Ces pénalités viendront en déduction des factures P2.

ARTICLE 7 – FACTURATION

7.1 Redevances P1 Combustible – MT gaz

Facturation mensuelle de la part variable (E + TVD + TICGN + CEE + FGex) au prorata des DJU réels constatés et quelque soient les consommations réelles NC.

Refacturation des parts fixes (TFD, TFD et CTA) des montants réels à l'euro/l'euro (sauf pour les mois de juillet et août qui seront facturés en septembre).

Pas de factures en juillet et août

7.2 Redevances P1 Combustible – MC

Sans objet

7.3 Redevances P1 Combustible – CP

Refacturation à l'euro/l'euro des factures (sur présentation des justificatifs), frais de gestion en sus.

7.4 Redevances P2 Entretien et maintenance

Facturation trimestrielle (1/4), révisée suivant les formules d'indexation à la date de facturation

La TVA à taux réduit sera appliquée à 80 % sur les redevances relatives aux sites à usage d'habitation.

Une répartition au prorata des surfaces sera établie avant l'édition de la première facture.



7.5 Redevances P3 Garantie Totale

Facturation trimestrielle (1/4), révisée suivant les formules d'indexation à la date de facturation

La TVA à taux réduit sera appliquée à 80 % sur les redevances relatives aux sites à usage d'habitation.

Une répartition au prorata des surfaces sera établie avant l'édition de la première facture.

7.6 Contenu de la facturation

Les facturations doivent porter les mentions suivantes :

- nom et adresse du créancier,
- la date d'établissement,
- la référence du marché (n° du marché)
- la période à laquelle se rapporte la facturation,
- l'objet de la ou des prestations exécutées au cours de la période considérée,
- le montant total de la facture globale (montant HT, TVA et montant T.T.C.), dont la somme est arrêtée en toutes lettres.

Chaque facture sera accompagnée d'un tableau récapitulatif indiquant les redevances base contrat, la révision, le montant de la redevance révisée, le montant de la période HT ainsi qu'une copie des publications des indices et barèmes utilisés pour la facturation

Une première ébauche de facture sera présentée au Maître d'Ouvrage pour validation.

Ces factures seront déposées sur la plate-forme CHORUS, un exemplaire de cette facture devra être envoyée à l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage chargé du contrôle et de la validation avant mise en règlement via le cadre de facturation Chorus **« A12 : Dépôt d'une facture par un cotraitant »** en utilisant le numéro de SIRET de l'AMO (Assistant à Maîtrise d'ouvrage)

ARTICLE 8 - DESIGNATION DES REFERENTS DU MARCHE

Pour une bonne gestion du marché ou pour tous renseignements, le responsable de l'organisme désigne le représentant qui sera l'interlocuteur privilégié du titulaire, en l'occurrence :

Union de Caisses – Centre de Médecine Préventive (UC-CMP)
2 rue du Doyen Jacques Parisot 54500 Vandœuvre-lès-Nancy

Affaire suivie par :

Département Budget - Achats – Contrôle de Gestion

Tél. 03.83.44.98.42

e-mail : achats-administration.uc-cmp@assurance-maladie.fr

L'assistance à la maîtrise d'ouvrage est assurée pendant la durée du marché par :

ATFE INGENIERIE
153, rue André Bisiaux
54320 MAXEVILLE

stephane.george@atfe.fr

De même, le candidat désignera les personnes référentes de ce marché qui seront les seuls interlocuteurs de l'organisme.

Fonction	Nom et prénom	Coordonnées (téléphone, fax, email)

ARTICLE 9 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4 du CCAG applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services, les pièces constitutives du présent marché sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et l'offre de prix,
- Le cadre de réponse technique et d'engagement en matière de développement durable à compléter et à signer,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCAP), accepté sans modifications par le titulaire, à compléter et à signer,
- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, accepté sans modifications par le titulaire, à compléter et à signer,
- Le mémoire méthodologique et le calendrier de déploiement remis avec l'offre par le candidat,
- L'acte contractuel de confidentialité du prestataire externe à compléter et à signer,
- La Charte de relations responsable et durable Client / Prestataire externe,

CCAP

Marché d'exploitation des installations thermiques et de climatisation du siège de l'UC-CMP

Page 18 sur 25

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG – FCS) approuvé par l'arrêté n°0078 du 30 mars 2021,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale,
- Le code de la commande publique,
- Les normes françaises AFNOR et européennes homologuée ou autres normes reconnues équivalentes applicables en France,
- Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat approuvé par décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'OEAP et rédigé par le Groupe d'étude des marchés de chauffage et de climatisation (GEM/CC) (dénommé ci-après GUIDE GEM/CC) qui se substitue au cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics d'exploitation de chauffage avec gros entretien des installations, tel que défini par le décret 87-966 du 26 novembre 1987 et dans la brochure n°2008 publiée par la Direction des Journaux officiels.
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) et documents annexes applicables aux marchés d'exploitation des installations de chauffage avec garantie totale, tel que défini dans la brochure n° 5602 - 1983 publiée par la Direction des Journaux officiels
- Le CCTG n° 5601 maîtrise de l'énergie avec garantie de résultat
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S. - D.T.U.) tel que défini dans la circulaire du Ministère de l'Economie et des Finances en date du 16 octobre 1980
- Toutes dispositions réglementaires ou législatives, nationales ou européennes en vigueur au jour d'exécution de la prestation.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution de l'accord-cadre, n'est admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les stipulations incluses dans les documents contractuels du présent marché.

ARTICLE 10 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE TITULAIRE DU MARCHE

Le titulaire du présent marché déclare par la signature de la présente :

- ☞ Avoir satisfait aux obligations fiscales et sociales ;
- ☞ Ne pas avoir fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L 8231-1, L8241-1, et L8251-1 du Code du Travail ou des infractions de même nature dans un autre état de l'Union Européenne (DC2).

ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANTS

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations, à condition expresse d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Les articles R. 2193-1 et R. 2193-3 du code de la commande publique listent les éléments qui doivent obligatoirement figurer dans la déclaration de sous-traitance et les modalités de cette déclaration selon que la demande de sous-traitance est effectuée au moment du dépôt de l'offre par le candidat ou après la notification du marché.

La déclaration de sous-traitance contenant l'ensemble de ces éléments est soit remise directement auprès de l'acheteur contre récépissé soit envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception. Dans l'hypothèse d'une déclaration d'un sous-traitant en cours d'exécution du contrat, la présentation du sous-traitant à l'acheteur doit avoir lieu avant le règlement du marché public au titulaire.

- **Lorsque la demande de sous-traitance est effectuée concomitamment au dépôt de l'offre par le candidat au marché public, celle-ci doit contenir :**

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- s'agissant des marchés publics de défense ou de sécurité, le lieu d'exécution des prestations sous-traitées ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles l'opérateur économique s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code.

- **Lorsque la demande de sous-traitance est effectuée après la notification du marché public, celle-ci doit contenir :**

- l'ensemble des éléments susmentionnés ;
- ainsi que l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le candidat ou titulaire doit remettre également au pouvoir adjudicateur, une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Lorsque le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, l'acheteur met en œuvre les dispositions de l'article de l'article 14 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Dans le cas où la demande de sous-traitance est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration spéciale (formulaire DC4) contenant les renseignements susmentionnés.

La sous-traitance en totalité est interdite.

ARTICLE 12 - MODALITES DE REGLEMENT

12.1 Paiement

Le paiement des factures intervient suivant les règles de la commande publique, dans les conditions prévues au C.C.A.G-F.C.S.

Les sommes dues au titre du marché sont réglées par virement bancaire. Le paiement interviendra dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve qu'aucune anomalie ne soit relevée lors de sa vérification, conformément au code de la commande publique. Le défaut de paiement dans les délais ci-dessus ouvre droit sans formalité au versement d'intérêts moratoires. Le taux est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts ont commencé à courir, augmenté de 2 points. Ce taux est fixé chaque année par décret.

12.2 Avance

Pour les Prestations récurrentes, sauf en cas de refus du titulaire dans l'acte d'engagement, une avance doit être accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT en application des dispositions des articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Les termes de l'article 11.1 du CCAG-FCS sont applicables.

ARTICLE 13 - PENALITES ET SANCTIONS

Les clauses du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG – FCS) approuvé par l'arrêté n°0078 du 30 mars 2021 demeurent applicables.

ARTICLE 14 – RESTITUTION DES INSTALLATIONS

A l'expiration du marché, et dans le cas du non-renouvellement, le Titulaire remettra à la disposition de l'établissement, toutes les installations confiées en bon état d'entretien et de fonctionnement.

Sont remis à disposition les installations, les équipements et les matériels qui s'y rattachent à savoir notamment :

- Les équipements existants lors du démarrage du marché
- ceux qui auront été mis en place par le Titulaire lors de la prise d'exploitation
- ceux qui auront été renouvelés au cours de l'exploitation
- les matériels complémentaires que le Titulaire a installés avec l'accord de la personne responsable du marché

La remise à disposition des installations, équipements et matériels s'effectue sans indemnisation du Titulaire, sauf dispositions contraires expressément convenues.

A la prise d'effet ainsi qu'à l'expiration du marché, conformément aux dispositions du C.C.T.G., un état des lieux détaillé est dressé pour chaque type d'installation. Cet état des lieux est établi contradictoirement, entre le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur qui peut se faire représenter par une personne ou un organisme spécialisé de son choix. Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal signé des parties.

En fin de contrat d'exploitation, Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de passer avec un prestataire de son choix, spécialisé dans le domaine de l'utilisation de l'énergie, un contrat de contrôle général de l'application des dispositions du présent marché. Le Titulaire a l'obligation de fournir gratuitement tous les renseignements utiles, sur le plan technique, économique et administratif.

Si à l'issue du constat contradictoire, il apparaît que les installations n'ont pas été restituées en bon état d'entretien et de fonctionnement et que celles-ci nécessitent donc des prestations complémentaires, le Titulaire devra y procéder sans délai et à ses frais.

En cas de différend persistant sur l'appréciation de l'état des installations, les parties pourront recourir aux services d'un expert.

ARTICLE 15 – MODIFICATION DU MARCHE

Le présent marché pourra être réduit de la part afférente à un site ou une installation pour lesquelles le Maître d'Ouvrage serait amené, à abandonner, ou à réduire les prestations.

Le marché pourra être augmenté d'une part à convenir entre les parties pour des sites ou des installations pour lesquelles, le Maître d'Ouvrage serait amené, à gérer, à faire fonctionner, à appliquer des prestations complémentaires.

Les modifications ci-dessus feront alors l'objet d'un avenant.

ARTICLE 16 - SUIVI DE LA REGLEMENTATION

Le titulaire est responsable des diverses réglementations et dispositions nominatives visant les utilisations de l'énergie.

Il a l'obligation d'informer la personne responsable du marché de toutes nouvelles dispositions d'ordre réglementaire.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

ARTICLE 17 - CHARTE DE RELATIONS RESPONSABLE ET DURABLE CLIENT / PRESTATAIRE EXTERNE

Cette charte a pour objet d'une part, d'informer les prestataires externes qu'ils font l'objet d'une évaluation, a posteriori, sur leurs aptitudes à fournir à l'UC-CMP un produit, un service ou une prestation conforme aux exigences d'achat spécifiées dans le dossier de consultation du marché concerné et dans les bons de commande émis et d'autre part, de leur en préciser les modalités, ainsi que les éventuelles conséquences sur les relations contractuelles.

ARTICLE 18 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Chaque partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre partie, dans le cadre de l'exécution du présent marché. A ce titre, le titulaire du contrat s'engage à respecter les termes du contrat stipulés dans l'acte contractuel de confidentialité du prestataire externe.

L'UC-CMP se réserve le droit de procéder à toute vérification permettant de s'assurer du respect des obligations du titulaire du marché en la matière.

ARTICLE 19 - RESILIATION DU MARCHE

L'UC-CMP se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de non-respect de la législation en vigueur relative aux prestations du marché et dans le cas de manquements répétés aux engagements du prestataire (retards, non respect des conditions de transports souhaitées...) signifiés par lettre recommandée au prestataire.

ARTICLE 20 - RESPONSABILITE ET ASSURANCE

20.1 Responsabilité

Pendant la durée d'exécution du contrat, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés directement ou indirectement soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations dont il assure l'exploitation.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas ou matériellement la possibilité d'empêcher. On entend par intervention perturbatrice, toute action portant directement ou indirectement atteinte à l'exécution des prestations objet du marché.

20.2 Assurance

Le titulaire est tenu de produire à l'UC-CMP, dès le dépôt de l'offre, une attestation d'assurance confirmant la garantie intégrale des conséquences pécuniaires de la responsabilité générale et/ou professionnelle en cas d'accidents ou de dommages causés à l'occasion de l'exécution des prestations du marché.

Cette attestation devra mentionner :

- le nom et le siège social de la compagnie d'assurance
- l'identité du courtier ou agent général auprès duquel est souscrite cette police
- les références de la police
- le contenu de la garantie
- le montant de la garantie
- le point de départ de la police d'assurance et de sa fin.

Lors du renouvellement de sa police d'assurance, et au plus tard à la date d'anniversaire du présent marché, le titulaire est tenu de produire une nouvelle attestation confirmant le maintien des garanties.

ARTICLE 21 - LITIGES

Toute difficulté d'interprétation ou d'exécution du présent marché qui ne pourrait être résolue à l'amiable, sera soumise à la juridiction compétente du siège de l'organisme souscripteur

ARTICLE 22 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent dossier comporte les dérogations suivantes :

- Article 3 du CCAP : Variation du Poste MT, en dérogation au Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat approuvé par décision n° 2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'OEAP et rédigé par le Groupe d'étude des marchés de chauffage et de climatisation et seuil de dépassement à 10% (et non 15%)
- Article 7 du CCAP : non-conformité des prestations, en dérogation de l'article 14 du CCAG (FCS)
- Article 7.6 du CCAP : pénalités pour insuffisance ou excès, en dérogation de l'article 14 du CCAG (FCS)
- Article 7.2.4 du CCTP : répartition du solde P3, en dérogation au **GUIDE GEM/CC**
- Article 10.2 du CCTP : température des locaux, en dérogation de l'arrêté du 25 juillet 1977
- Article 9.1 du CCAP : retenue de garantie, en dérogation de l'article 4.2 du CCAG (FCS)
- Article 13 du CCAP : résiliation du marché, en dérogation du CCAG (FCS)



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

**Centre de
Médecine
Préventive**

- L'annexe 2 au CCTP (fréquence et nature des opérations de maintenance) ainsi que le CCTP comportent certaines dérogations au guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat, notamment sur l'intégration de certaines prestations en P2 au lieu de P3.

Le Candidat,

Signature et cachet de l'entreprise,
Précédés de la mention

« Lu et approuvé sans réserve ou
modification »

Dressé par le responsable du marché,
A Vandœuvre-lès-Nancy, le 6 janvier 2025

L'Union de caisses – Centre de Médecine Préventive
La personne représentant le pouvoir adjudicateur,
Pour le Directeur,
Christian PALLAS
Le Directeur Adjoint,
Rémy BRUNCK